

Mécanisme pour un développement propre, foresterie et réduction de la pauvreté

Le Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto permet aux pays industrialisés (Pays de l'Annexe I) qui réalisent des projets dans des pays en développement d'acquiescer des « Réductions d'Émission Certifiées » (REC). Les REC créditées correspondent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre obtenue dans le cadre d'un projet donné ou à la diminution temporaire de carbone dans l'atmosphère induite par un projet forestier. Les pays industrialisés peuvent utiliser ces REC pour honorer leurs engagements en terme de réduction d'émissions. Tout projet MDP est censé promouvoir le développement durable selon les priorités du pays en développement concerné.

Dans le domaine de la foresterie, seule la plantation d'arbres dans une région sans forêts depuis 1990 est considérée comme afforestation ou reforestation au titre du MDP. Les projets qui préviennent la déforestation ou qui visent la gestion durable des forêts ne sont pas encore pris en compte dans le MDP.

Les questions clés qui se posent en relation avec ce mécanisme sont les suivantes : • Comment des projets MDP peuvent-ils améliorer les conditions de vie des communautés rurales pauvres ? • Existe-t-il des exemples qui documentent ce potentiel ? • En quoi consistent exactement les bénéfices du MDP pour les populations rurales pauvres ?

Le projet San Nicolas en Colombie a été conçu sur la trame des questions susmentionnées. Mis en œuvre depuis 2001, le projet vise à utiliser le potentiel du MDP pour promouvoir la gestion durable des paysages forestiers et, parallèlement, à améliorer les conditions de vie des quelque 12'000 familles directement concernées.

Aujourd'hui, il est possible de dégager quelques indicateurs. La région dispose désormais d'un plan directeur de développement forestier adopté par les paysans locaux qui ont participé activement à sa conception. Celui-ci comporte un volet de reforestation au titre du MDP ainsi que l'exploitation de produits ligneux et non ligneux. Le volet MDP inclut six systèmes agroforestiers, un système silvopastoral et diverses petites plantations. D'ici à 2008, plus de 2'500 ha seront cultivés et exploités conformément à ce plan, créant de nouvelles sources de revenus pour la population locale. Le projet prévoit également des activités relatives à la gestion durable des forêts existantes, ainsi que des programmes de développement des compétences et de création de petites entreprises pour des nouveaux produits et marchés. A l'heure qu'il



*La communauté participe à la mesure de carbone dans le système agroforestier existant.
(Photo: Patricia Tobón)*

Article de fond

Mécanisme pour un développement propre, foresterie et réduction de la pauvreté 1

Politique

Animaux de rente : sécurité et nouvelles possibilités de revenus pour les populations pauvres 3

Garantie de l'exploitation légale des forêts en milieu tropical 3

Notre manière d'agir avec l'environnement se répercute sur notre santé 4

Le libre commerce, les intérêts environnementaux et les droits de l'homme sont-ils conciliables ? 4

Mise en œuvre

Entre appropriation et expropriation 5

Pauvreté et conservation : un portail d'information pour créer des ponts 5

Les paysans du Mali prennent en mains leurs services d'appui et de conseil 6

Des routes pour lutter contre la pauvreté 6

Innovation rurale en Amérique Centrale 7

Opinion d'expert

Les riziculteurs et non le riz doivent figurer au centre de l'effort de recherche 8

Article de fond

est, les bénéficiaires de ces programmes vendent des produits dérivés de produits ligneux comme du shampoing, du savon et des huiles essentielles. Le Fonds Biocarbone de la Banque mondiale, un acteur clé du MDP, est en train d'achever les négociations avec MASBOSQUES, un partenariat public-privé qui réunit les propriétaires des forêts locales (principalement des petits paysans), des ONG locales, des institutions publiques et des municipalités de la région de San Nicolas.

Le succès du projet mené à San Nicolas se fonde sur la participation et l'acquisition d'autonomie de la communauté locale, démarche qui s'appuie sur une documentation d'excellente qualité. D'autres communautés rurales dans des pays en développement pourront-elles également utiliser le MDP à des fins de réduction de la pauvreté et de développement durable ?

Mise à part l'expérience de San Nicolas, plusieurs arguments (par ex. la disponibilité de méthodologies évaluées qui facilitent la conception d'une composante de foresterie MDP) permettent de répondre par l'affirmative. Du point de vue de la réduction de la pauvreté, des modalités, procédures et méthodologies simples pour des activités de projets à petite échelle (small-scale project activities SSC/AR) revêtent une grande importance. Les SSC/AR visent à promouvoir la participation des communautés pauvres dans le MDP.

Le MDP à lui seul ne permet pas aux communautés locales de devenir autonomes, ni de réduire la pauvreté.

Il peut néanmoins apporter une précieuse contribution à la réalisation des objectifs de développement dans les régions rurales. La coopération au développement est appelée à promouvoir d'une part la participation et l'autonomie, d'autre part le renforcement des compétences en matière de MDP, afin de garantir que les pauvres profitent des composantes de foresterie MDP.

SOURCES

Alternative financing model for sustainable forest management in San Nicolas

www.tropicalforest.ch/project.php?id=18

Approved A/R Methodologies. UNFCCC

http://cdm.unfccc.int/methodologies/ARmethodologies/approved_ar.html

Catalyzing Markets for Climate Protection and Sustainable Development. Colombia: San Nicolas Agroforestry.

The World Bank Carbon Finance Unit

<http://carbonfinance.org/>

Router.cfm?Page=Projport&ProjID=9630

MASBOSQUES. Corporación para el Manejo Sostenible de los Bosques. www.masbosques.org.co

NOTE

Ce projet a été cofinancé par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT, avec la Suisse-seco en tant que principal bailleur), la Corporación Autónoma Regional del Rionegro-Nare (CORNARE) et le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux (EMPA).

Animaux de rente : sécurité et nouvelles possibilités de revenus pour les populations pauvres

Une récente publication de LivestockNet montre que les animaux de rente peuvent jouer un rôle important dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement.

Les animaux de rente servent souvent de « banque » aux plus démunis ; ils constituent une sorte d'épargne sur laquelle on pourra compter en temps de crise. Ils génèrent aussi un petit revenu supplémentaire qui permettra de couvrir des frais de formation et de santé. En outre, les animaux de rente fournissent des éléments importants pour une alimentation saine. Dans le travail des champs, ils servent de bêtes de trait et de somme, et leurs excréments de fertilisants. Pour les femmes plus particulièrement, la détention d'animaux de rente offre la possibilité de réaliser des gains propres et d'améliorer ainsi leur statut.

Malgré ce potentiel, la productivité des animaux de rente est généralement faible. Les petits paysans n'ont

souvent pas accès aux nouvelles technologies utiles, ni les moyens de vendre leurs produits de manière rentable. Pour que des initiatives de développement dans ce domaine soient durables, elles ne doivent pas négliger les impacts négatifs : une production trop intensive peut nuire à l'environnement ; la détention d'animaux de rente implique un travail assez considérable et peut compromettre la production de plantes.

SOURCE

Livestock Production and the Millennium Development Goals: The role of livestock for pro-poor growth.
LivestockNet, May 2006. 20 pp.
www.livestocknet.ch/pdfs/LsN_MDGs_final.pdf



Les produits de source animale sont précieux en protéines et peuvent constituer une source bienvenue de revenus supplémentaires. Traite d'une chèvre, Soudan du sud.
(Photo : Vétérinaires Sans Frontières Suisse)

Garantie de l'exploitation légale des forêts en milieu tropical

Verifor, projet de « vérification forestière », veut contribuer à soutenir les partenaires de l'Union Européenne dans les pays tropicaux, quant à la légalité des conditions d'exploitation de leurs forêts, notamment en vue du commerce.

Son objectif est d'appuyer le développement d'institutions de vérification dans chaque pays concerné. Celles-ci devraient être représentatives des spécificités nationales, de la société dans son ensemble et des principes de bonne gouvernance. Pour cela, le projet se base sur la dissémination des résultats de recherches et la promotion de la connaissance sur les systèmes de vérification destinés aux gouvernements des pays riches en forêts, aussi bien qu'à l'industrie forestière,

aux groupes de la société civile et à la coopération internationale.

En plus de différentes prestations, le site vient d'ouvrir une rubrique « Controverses » accueillant des articles critiques en provenance de l'extérieur sur le débat qui a lieu autour de la vérification. La première critique qui y a été déposée dénonce le peu d'attention qui serait accordé aux dimensions sociales et aux acteurs les plus démunis, alors que les plus puissants sont protégés.

SOURCE

The Verifor Project. Options for forest verification.
www.verifor.org

Notre manière d'agir avec l'environnement se répercute sur notre santé

A l'heure actuelle, 60% des services écosystémiques analysés par l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire sont en péril. Cette évolution constitue une menace directe pour la santé des êtres humains : les inondations occasionnent des morts et des blessés, le rayonnement accru du soleil peut provoquer des cancers de la peau, etc. Des écosystèmes dégradés représentent aussi une menace indirecte pour l'être humain, surtout pour les populations les plus pauvres. Une diminution de la fertilité du sol fait baisser la production alimentaire ; la malnutrition et son corollaire, la vulnérabilité face aux maladies infectieuses, augmentent. Il existe deux moyens de prévenir ces développements :

- prévenir ou mitiger la destruction des écosystèmes,
- protéger la population contre les répercussions négatives des changements des écosystèmes. Les deux stratégies se complètent.

Il convient de définir des priorités en concertation avec les personnes directement touchées, même si les corrélations entre la dégradation des écosystèmes et l'état de santé ne peuvent être établies que très difficilement. En effet, les effets des dommages environnementaux sur la santé se produisent non seulement immédiatement et localement, mais aussi à retardement et tout à fait ailleurs. D'où l'importance pour le politique de prendre des mesures afin de briser ce cercle vicieux.

S O U R C E

Ecosystems and Human Well-being: Health Synthesis. World Health Organization, Millenium Ecosystem Assessment. 2005. 137 pp.
www.maweb.org/en/Products.Synthesis.aspx
 Résumés en français et espagnol

Le libre commerce, les intérêts environnementaux et les droits de l'homme sont-ils conciliables ?

Des représentants des sociétés civiles des pays du sud et du nord demandent que les intérêts environnementaux et l'égalité des droits occupent une place plus importante dans les négociations et les conventions de l'OMC. Face à ces attentes, l'OMC rétorque que sa mission principale est de régler le commerce mondial et qu'il ne lui appartient pas d'assumer des responsabilités en matière de droits de l'homme, ni de se mêler des législations environnementales nationales. Une rencontre publique entre représentants de l'UE et de la société civile, à la veille de la 6ème rencontre des ministres de l'OMC à Hong Kong (2005) visait à lancer un dialogue constructif, et notamment à engager l'UE à se faire l'avocate de règles commerciales davantage orientées vers la justice sociale, l'égalité des droits et le développement durable. Le rapport de cette rencontre met en regard les positions des différentes parties en présence. Le document

ne contient pas de recommandations, mais se borne à résumer les discussions, ce qui a du moins le mérite de donner une vue d'ensemble des points de vue. Serait-ce symptomatique de l'état actuel de la situation ?

Toujours est-il que les analyses publiées dans la deuxième partie du document sur la déclaration adoptée à Hong Kong montrent bien que l'OMC ne s'est guère souciée jusqu'à maintenant d'aspects écologiques et sociaux.

S O U R C E

The EU's Responsibility at the WTO; Environment, Gender and Development. Women in Development Europe (WIDE)/ Friends of the Earth Europe (FOEE). 2006. 76 pp.
www.igtn.org/pdfs/451_WIDE_FOEE%20Report%202006.pdf

Entre appropriation et expropriation

Le droit foncier africain est très complexe. Les dispositions légales sont entremêlées de pratiques relevant du droit coutumier et de croyances religieuses. Les réformes rurales classiques ne rendent pas justice à cette complexité. Partant d'idées louables, certes, elles vont souvent dans la mauvaise direction. Ainsi, au lieu de formaliser les droits fonciers de collectivités, les politiciens se concentrent sur le morcellement de la terre en petits titres de propriété privée. Les nombreuses sociétés pastorales africaines sont particulièrement affectées par ce développement. La politique de morcellement se fonde généralement sur des arguments écologiques : la terre en propriété collective est synonyme d'un accès ouvert et sans contrôle, ce qui conduirait à une exploitation abusive et à la destruction du sol. Or, c'est le contraire qui se vérifie. C'est seulement lorsque l'on accordera aux paysans sans terre un droit garanti d'utiliser la terre en propriété collective qu'ils l'exploiteront de manière aussi durable

que possible, dans leur propre intérêt. Cette politique foncière 'non orthodoxe' permettrait en outre de préserver les liens religieux-culturels et de favoriser la continuité sociale. Cette publication est le fruit d'une compilation en douze résumés très éclairants des résultats d'un atelier. Elle contient des informations hautement intéressantes et des pistes concrètes sur les questions de droit foncier.

S O U R C E

Land Rights for African Development: From Knowledge to Action. Esther Mwangi (ed.). CAPRI Policy Briefs. 38 pp.
www.capri.cgiar.org/pdf/brief_land.pdf

Pauvreté et conservation : un portail d'information pour créer des ponts

La réduction de la pauvreté et la conservation des ressources naturelles s'influencent réciproquement, dans le positif comme dans le négatif. De nombreux acteurs sont concernés à différents niveaux par ces interactions et il n'y a pas toujours de consensus entre les spécialistes du développement et de la conservation.

Partant de ce constat, la nouvelle initiative « Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation » (Poverty and Conservation Learning Group PCLG) s'est donné pour mission d'identifier les lacunes du savoir, de relier les connaissances disponibles et les nouveaux résultats scientifiques et de les rendre accessibles. Les niveaux 'stratégique-politique' et 'mise en œuvre' sont tous deux concernés : l'apprentissage mutuel entre les parties prenantes clés devrait conduire à une meilleure harmonisation des politiques, et la dissémination de bonnes pratiques et d'autres documents pertinents, favoriser le travail sur le terrain.

Le site Internet comporte quatre bases de données (bibliographie, institutions, initiatives, études de cas). D'autres fonctions sont prévues, notamment un forum d'échanges et une section pour les méthodes et les instruments.

S O U R C E

Poverty and Conservation: the information portal of the Poverty and Conservation Learning Group.
www.povertyandconservation.info/fr/

Le site est disponible en trois langues ; la plupart des documents y figure uniquement dans la langue originale (le plus souvent l'anglais).

Les paysans du Mali prennent en mains leurs services d'appui et de conseil

Il y a une dizaine d'années, dans le sillage d'un processus de démocratisation qui a touché tout le Mali, les services d'appui et de conseil aux paysans de la zone Office du Niger, essentiellement rizicole, ont commencé à se réorganiser. Les paysans ont revendiqué que ces services, jusqu'alors régis par l'Etat, soient placés sous le contrôle des organisations de paysans, mieux placées pour connaître le type d'appuis et de conseils nécessaires et souhaités. En contrepartie, ils se proposaient de financer eux-mêmes ces services moyennant le versement de cotisations.

Depuis lors, les centres de services se sont bien développés. Aujourd'hui, ces centres ainsi que les organisations de paysans elles-mêmes sont devenus des partenaires stables, transparents et fiables pour les paysans.

Par contre, le financement par les paysans s'avère difficile. Beaucoup d'entre eux ne peuvent pas payer les cotisations demandées, même si elles sont très faibles.

S O U R C E

Appui et conseil aux organisations paysannes en zone Office du Niger. Du projet centre de prestations de services aux « Faranfasi So ». Jean-Bernard Spinat, Bakary Traoré, Anne-Sophie Saywell. Groupe initiatives, Traverses No. 16, février 2006. 45 pp.
www.groupe-initiatives.org/pdf/traverse_16.pdf

Des routes pour lutter contre la pauvreté

La desserte par une route de régions rurales reculées apporte des changements incisifs. Sur la base de plusieurs études de cas menées en Indonésie, aux Philippines et au Sri Lanka, la Banque asiatique du développement a examiné dans quelle mesure les pauvres pouvaient en profiter.

La construction de routes ne permet évidemment pas d'améliorer de mauvaises conditions générales, par exemple des conditions climatiques défavorables. Mais les routes facilitent l'accès aux lieux de formation et aux services de santé et créent de nouvelles possibilités économiques. Malheureusement, les couches pauvres de la population ne profitent que peu de cette ouverture économique. Elles n'ont simplement pas les moyens d'entrer dans le circuit commercial ou de créer des micro-structures procurant un revenu. Certains pauvres réalisent un revenu occasionnel en travaillant dans la construction et l'entretien de routes et dans l'agroindustrie. Pour ces gens, l'amélioration des chemins dans

le village-même et alentour est nettement plus importante, car elle leur permet de gagner du temps dans l'accomplissement des travaux quotidiens. Une route régionale ne serait que peu utilisée par les villageois, ou alors seulement en cas d'urgence.

Une route seule ne suffit pas pour améliorer la situation des pauvres ; ceux-ci ont besoin de mesures d'accompagnement pour en profiter.

Cet intéressant rapport donne des indications pour la planification de projets routiers et contient une typologie des ménages concernés sous la forme de brefs portraits.

S O U R C E

When Do Rural Roads Benefit the Poor and How? An In-depth Analysis Based on Case Studies. Hemamala Hettige. Asian Development Bank. 2006. 101 pp.
www.adb.org/Documents/Books/ruralroad_benefits/default.asp

Innovation rurale en Amérique Centrale

Comprendre pourquoi les producteurs adoptent ou non de nouvelles technologies dans leur système de production et économies domestiques, c'est justement comprendre leur rationalité économique et leur manière d'assurer leurs moyens d'existence.

Cette recherche a porté un regard « en triangle » (depuis plusieurs points de vue) sur ce processus, incluant des analyses sociales, anthropologiques et historiques, ce qui lui confère un caractère particulièrement intéressant.

Par exemple, au nord du Petén au Guatemala, le Conseil national des aires protégées (CONAP) y avait une vision de conservation à long terme, alors que les communautés se préoccupaient de leur économie à court terme. Les acteurs entrèrent en conflit. A partir du milieu des années 1990, apprenant de ses erreurs, la CONAP rectifia sa stratégie d'intervention. L'octroi de concessions forestières communautaires (CFC), réglé par un contrat, se révéla propice pour canaliser le conflit et intégrer l'avis des communautés dans la politique de conserva-

tion. Peu à peu, dans le panorama des communautés appuyées par des ONG pour la gestion de leur CFC, apparurent des entreprises forestières intéressées à la commercialisation du bois. Si les bénéfices générés par cette nouvelle activité sont bien gérés par la communauté, ils permettent notamment des investissements et amortissements d'équipements. Ces derniers contribuent à leur tour à la diminution des coûts de production et à l'amélioration de la qualité pour l'exportation.

SOURCE

Procesos de innovación rural en América Central.
Cornelis Prins. CATIE, 2006. 244 pp.
www.catie.ac.cr/bancoconocimiento/N/NicaraguaH5PublicacionCornelis/NicaraguaH5PublicacionCornelis.asp
Contact : Cornelis Prins, prins@catie.ac.cr



Le transport du bois dans les concessions forestières communautaires représente une des étapes nécessaires à la formation d'entreprises et à la connexion de ces dernières au marché.
(Photo : CATIE)

Les riziculteurs et non le riz doivent figurer au centre de l'effort de recherche

En Asie, le riz est la plante qui couvre la plus grande surface des terres cultivées. Pour des centaines de millions de personnes, surtout les plus pauvres, le riz est l'aliment de base. De grands changements écologiques, technologiques et sociaux, ainsi que la demande croissante de riz placent la recherche internationale sur le riz face à de nouveaux défis. Dans une interview accordée à InfoResources, Robert Zeigler, directeur général de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), a expliqué la nouvelle stratégie de son institution, en soulignant les points suivants :

- L'IRRI déplace l'accent de ses recherches de la sécurité alimentaire vers la réduction de la pauvreté. Il focalisera son travail non plus sur les cultures de riz irriguées à forte productivité, mais sur la riziculture pluviale pratiquée en majorité par les paysans pauvres. Cette réorientation va de pair avec un engagement accru en Afrique subsaharienne et, de manière plus globale, avec une concentration sur les personnes et leurs revenus.
- La durabilité des systèmes de production et les influences du changement climatique gagnent en importance. Des épisodes plus fréquents de séche-

resse et d'inondation ainsi que la pénétration d'eau de mer exigent des sortes de riz qui soient plus tolérantes à la sécheresse, aux inondations et au sel.

- Grâce aux nouvelles connaissances scientifiques, l'IRRI voit un grand potentiel dans l'amélioration de la valeur nutritive du riz, afin de prévenir les maladies liées à la malnutrition.

Zeigler relève l'importance de partenariats à tous les niveaux pour atteindre les objectifs visés. Finalement, les nouveaux savoirs doivent être rendus accessibles à tous en utilisant les possibilités offertes par les technologies de l'information.

S O U R C E

Interview avec Robert Zeigler, directeur général de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI). *InfoResources*, juillet 2006. 10 p.

www.inforesources.ch/pdf/zeigler_interview.pdf

Bringing hope, improving lives: strategic plan, 2007-2015. International Rice Research Institute (IRRI), 2006. 61 pp.

www.irri.org/bringinghope/improvinglives.pdf



Dr. Robert Zeigler, phytopathologiste et directeur général de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), Los Baños, Philippines.
(Photo : IRRI)

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest/Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar.

Equipe de rédaction :

Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact : InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel. : +41 31 910 21 91
Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch

Ce service est financé par :

